

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 20/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DYCKERHOFF Gravières et Sablières Seltz

BORD DU RHIN
BP 38
67470 SELTZ

Code AIOT : 0006700164

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2023 dans l'établissement DYCKERHOFF Gravières et Sablières Seltz implanté Seltzer Grosswoerth - ZERC1 - 67470 SELTZ. L'inspection a été annoncée le 19/06/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DYCKERHOFF Gravières et Sablières Seltz
- Seltzer Grosswoerth - ZERC1 - 67470 SELTZ
- Code AIOT : 0006700164
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une gravière et d'une installation de traitement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de l'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	/	Sans objet
2	contenu et mise à jour du plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, articles 3.2.1 et 3.2.2	/	Sans objet
3	mesures en faveur de la faune	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 2.1.2	/	Susceptible de suite

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 5.2.1	/	Sans objet
5	contrôle des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 5.5.1	/	Sans objet
6	exploitation de carrière	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 1.2.1	/	Sans objet
7	bassin de décantation	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, articles 5.4.5 et 5.4.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit renforcer les mesures en faveur de la protection de la faune et de la flore

- en sensibilisant le personnel sur la nécessité du suivi écologique ;
- en mettant en place des mesures pour lutter contre les espèces invasives ;
- en mettant en place un suivi annuel des nids de bergeronnette par un ornithologue.

Considérant que l'exploitant s'est engagé à effectuer une sensibilisation de son personnel au suivi écologique par le bureau ENCEM en 2023 et la nidification des bergeronnettes étant terminée en 2023, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade.

Concernant la lutte contre les espèces invasives, l'exploitant devra informer l'inspection des mesures prises en ce sens dans un délai de 1 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan de gestion des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Risques chroniques, nature des déchets, quantité
Point de contrôle déjà contrôlé : oui
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation, [...]; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement.
Constats de la visite du 30/06/2022 L'inspection relève cependant que le plan ne présente pas tous les éléments prévus, notamment : - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement. Il convient de les développer à l'article 3.1 " Modalités de stockage, maîtrise de la stabilité, effets sur l'environnement et la santé " du plan prévu à cet effet.
Constats : Le plan de gestion des déchets a été mis à jour le 07/11/2022 pour tenir compte des observations de l'inspection émises lors de la visite du 30/06/2022. Les éléments manquants en 2022 ont été intégrés au plan de gestion. Le plan de gestion n'appelle pas d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : contenu et mise à jour du plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, articles 3.2.1 et 3.2.2
Thème(s) : Autre, plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : oui
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée : Article 3.2.1 : Plan d'exploitation Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté, à l'échelle 1/1500e. L'échelle est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> • les dates de levée ; • le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ; • les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ; • les clôtures ou tout dispositif équivalent ; • les bords de la fouille ; • le périmètre d'extraction ; • les zones particulières de préservation écologiques ; • les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ; • les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau équidistantes tous les 10m de profondeur ; • la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ;

- les installations de prélèvements d'eau ;
- les exutoires de rejets dans la darse et dans le plan d'eau ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes ;
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières ;
- les zones où l'exploitation est terminée, celles en eau, celles remblayées et celles remise en état ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.

Article 3.2.2 : Coupes

Des profils sont réalisés tous les 100 m tous les ans, dans les zones exploitées et dans les zones où sont constituées des zones de haut-fonds.

Ils sont réalisés dans la direction de la plus grande pente, avec des échelles horizontales et verticales adaptées, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelles des fronts d'exploitation.

Les coupes présentent les pentes théoriques, telles que mentionnées à l'article 3.5 du présent arrêté. Les pentes théoriques sont tracées à partir du bord de l'excavation, ou lorsque la limite du périmètre autorisée est dans une zone en eau, à partir du talus de référence en considérant un recul de 10 m par rapport au périmètre autorisé.

Les profils établis le 04/01/2018 par le cabinet de géomètres-experts Schaller-Roth-Simler servent de référence. Le talus de référence est représenté sur les coupes lors de leur mise à jour.

L'exploitant interprète les coupes conformément aux dispositions de l'article 2.6 du présent arrêté. Il vérifie notamment la conformité des pentes mentionnées à l'article 3.5 du présent arrêté. Les résultats sont consignés dans un registre.

Constats de la visite du 30/06/22

Le plan d'exploitation mis à jour le 21/01/2022 par le cabinet de géomètres-experts Roth-Simler ne comporte pas tous les éléments requis considérant que l'emplacement des stockages des déchets inertes d'extraction, tel que le présente le plan de gestion des déchets d'extraction inertes d'août 2022, n'y apparaît pas.

Dix-huit coupes sont jointes au plan. Elles n'appellent pas de remarques.

La pente de 1/10 est à tracer en tenant compte de la cote moyenne estivale du niveau libre de l'eau, pour les zones de haut-fond prévues au document d'impact.

Constats : Le plan d'exploitation a été mis à jour le 18/01/2023 par le cabinet d'expert géomètre "un point six".

Ce plan tient compte des observations émises lors de la visite du 30/06/2022, en particulier la zone de stockage des déchets inertes y est reportée.

22 profils sont joints au dossier.

Les pentes théoriques sont mentionnées sur les profils ainsi que la cote des plus hautes eaux définie en 2019 et le niveau de l'eau mesuré le 18/01/2023.

Les profils n'appellent pas de remarques.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : mesures en faveur de la faune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, mesures d'évitement et d'accompagnement
Point de contrôle déjà contrôlé : oui
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les berges remises en état et les espèces végétales (notamment les phragmites) qui y sont présentes sont maintenues en l'état ; • la mare située au Sud des terrains décapés est maintenue et ne fait l'objet d'aucun remblaiement ou modification ; • les nids de Bergeronnette grise présents dans l'emprise du périmètre autorisé (installations de traitement et station de transit) sont localisés au sol et protégés. Dans ce cadre, les nids sont repérés chaque année par un ornithologue au début de la période de nidification ; • les travaux d'entretien de la couverture végétale sont réalisés hors période de nidification des oiseaux nicheurs. Ils sont réalisés de septembre à février inclus ; • les espèces invasives identifiées dans l'emprise du périmètre font l'objet d'un traitement adapté (pas d'utilisation de produits phytosanitaires). <p><u>Constats lors de la visite du 30/06/2022 :</u> Il appartient à l'exploitant de sensibiliser le personnel en charge de l'exploitation de la carrière à ces préconisations afin de les mettre en application (luttas à employer contre la flore invasive, mesures supplémentaires). La mise en œuvre de ces mesures de lutte par l'exploitant est primordiale pour réduire les risques de prolifération de ces espèces sur la carrière (opérations de traitement à réaliser régulièrement selon les fréquences et le calendrier préconisés dans le rapport de novembre 2021, consignes d'élimination des déchets verts à respecter...).</p> <p>Un registre est à tenir pour justifier du suivi continu réalisé. Il convient que l'exploitant présente et justifie, sous un délai de 2 mois, les mesures mises en œuvre pour répondre à ces préconisations depuis la réception du rapport de novembre 2021 ainsi que les actions visant à sensibiliser son personnel. Le registre sera à joindre à la transmission du prochain rapport du suivi écologique prévu en 2025.</p>
<p>Constats : l'exploitant a prévu de sensibiliser le personnel au suivi écologique par le bureau ENCEM courant 2023. La roselière est maintenue en l'état, elle apparaît sur le plan et ne sera plus exploitée. Les nids de Bergeronnette grise présents dans l'emprise du périmètre autorisé ne font pas l'objet d'un reparage annuel. L'exploitant n'a pas mis en place de traitement spécifique pour lutter contre les espèces invasives identifiées dans l'emprise du périmètre.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit renforcer les mesures prises en faveur de la faune et de la flore en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sensibilisant le personnel sur la nécessité du suivi écologique ; - luttant contre les espèces invasives ; - mettant en place un suivi des nids de bergeronnettes par un ornithologue. <p>L'exploitant informera l'inspection des mesures prises en ce sens et les formalisera dans un registre de suivi des actions. L'exploitant s'étant engagé à effectuer une sensibilisation de son personnel au suivi écologique par le bureau ENCEM en 2023 et la nidification des bergeronnettes étant terminée en 2023, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade. Concernant la lutte contre les espèces invasives, l'exploitant devra informer l'inspection des mesures prises en ce sens dans un délai de 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes : prélèvement dans le plan d'eau : 1.85 millions m ³ /an avec un prélèvement horaire maximal de 2x400 m ³ /h
Constats : La quantité d'eau prélevée dans le plan d'eau utilisée pour le traitement des matériaux varie en fonction des années. Selon l'exploitant cette variation est fonction de la quantité extraite et des "casses" d'équipements. La quantité prélevée en 2020 était de 540 555 m ³ , en 2021 : 2 219 566 m ³ et en 2022 : 583 700 m ³ . Hormis un pic de consommation d'eau en 2021, la quantité d'eau prélevée dans le plan d'eau est conforme aux dispositions de l'arrêté du 11/10/2019. L'exploitant investit régulièrement dans de nouveaux équipements, ce qui permet également de diminuer la consommation d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : contrôle des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 5.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réseau de surveillance se compose de 3 ouvrages. La localisation des ouvrages est précisée sur le plan. L'exploitant fait analyser les eaux à une fréquence annuelle des paramètres suivants : pH, Conductivité, Chlorures, sulfates, nitrates, COT, HC, indice phénol, azote global, arsenic, chrome, plomb, fer, cuivre, zinc, mercure.
Constats : Les 3 piézomètres sont repérés sur le plan d'exploitation. Les dernières analyses effectuées le 12/12/2022 n'appellent pas d'observations particulières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : exploitation de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 1.2.1 et 3.5
Thème(s) : Autre, situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : article 1.2.1: rubrique 2510-1 quantité maximale extraite annuelle : 1 000 000 t quantité extraite moyenne annuelle : 865 000 t article 3.5: La côte minimale d'extraction est 60 mNGF sur l'ensemble du périmètre d'extraction.
Constats : L'exploitant déclare extraire environ 400 000 tonnes par an sur les 1 000 000 tonnes autorisées. Le gisement est essentiellement constitué de sable. L'autorisation d'exploiter délivrée par l'Arrêté de 2019 a une durée de 18 ans. A ce rythme d'exploitation, il restera du gisement et l'exploitant sollicitera le cas échéant une prolongation de la durée d'exploitation.
D'après le plan d'exploitation, la côte d'extraction de 60 mNGF est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : bassin de décantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, articles 5.4.5 et 5.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, nettoyage des bassins de décantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux de procédé sont traitées par décantation dans 3 bassins disposés en série avant rejet par surverse dans le plan d'eau.
Les bassins de décantation et de pré décantation sont curés autant que de besoin.
Constats : Le jour de la visite les bassins étaient pleins. L'exploitant les cure 1 fois par mois en moyenne. Le prochain curage des bassins est prévu le lundi 17/07/2023.
Observations : L'exploitant doit veiller à curer les bassins de décantation aussi souvent que nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet